

L'Organisation des Assemblées des Notables de 1787 et de 1788

Thèse pour le Doctorat en Droit

Présentée et soutenue le 13 mai 1939, à 14 heures.

PAR

CHEN TA MING

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. PETOT, Professeur.

*Suffragants : MM. LE BRAS, Professeur.
MONIER, Professeur.*

PARIS

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
49, BOULEVARD SAINT-MICHEL (v°)

1939

**L'Organisation des Assemblées des Notables
de 1787 et de 1788**

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

L'Organisation des Assemblées des Notables de 1787 et de 1788

Thèse pour le Doctorat en Droit

Présentée et soutenue le 13 mai 1939, à 14 heures.

PAR

CHEN TA MING

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. PETOT, Professeur.

Suffragants : MM. LE BRAS, Professeur.

MONIER, Professeur.

PARIS

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, BOULEVARD SAINT-MICHEL (v°)

1939



Ce travail est une étude d'histoire du droit. De ce fait, l'histoire politique du sujet traité n'est pas envisagée. Nous nous appuyons uniquement sur les sources en passant en revue les attributions, la composition et le fonctionnement des Assemblées des notables de 1787 et de 1788, afin d'en dégager la nature et de les replacer dans l'ensemble des institutions centrales de la monarchie.

Nous suivrons le plan suivant :

Chapitre I : Sources.

Chapitre II : Attributions.

Chapitre III : Composition.

Chapitre IV : Fonctionnement.

Chapitre V : Conclusion.

Appendice : Pièces justificatives.

CHAPITRE I

SOURCES

Archives Nationales.

<i>Numéro des Liasses</i>	<i>Contenu</i>
C1 — C6 (Assemblées politiques)	Le Procès-verbal de l'Assemblée générale des Notables de 1787. Le cérémonial de l'Assemblée générale. Les Procès-verbaux des différents bureaux de l'Assemblée des Notables de 1787.
C6 — C9 (Assemblées politiques)	Le Procès-verbal de l'Assemblée générale de l'Assemblée des Notables de 1788. Les Procès-verbaux des différents bureaux de l'Assemblée des Notables de 1788.

- | | |
|--|---|
| 0 ¹ 354 (Maison du roi) | Les minutes concernant l'Assemblée des Notables convoqués à Versailles pour le 29 janvier 1787. |
| K 678 | Les Procès-verbaux des Bureaux de l'Assemblée des Notables de 1787. |
| A D ¹ 13 — A D ¹ 14
(Bibliothèque administrative) | Les Procès-verbaux de l'Assemblée des Notables de 1787 et de 1788 imprimés. |
| AD ^{xviii} 1. | Les Procès-verbaux de l'Assemblée des Notables de 1788 imprimés. |
| AD ^{xviii} 2. | Collection des Mémoires présentés à l'Assemblée des Notables de 1787 imprimés. |
| H 1447 (Administration provinciale)
(Mélanges) | Quelques documents sur l'Assemblée des Notables. |

CHAPITRE II

ATTRIBUTIONS

Dans ce chapitre consacré aux attributions, nous examinerons en premier lieu les limites fixées par le roi à la compétence des Assemblées des notables, limites que celles-ci ne peuvent franchir.

Nous verrons ensuite en quelle qualité les notables donnent leur avis.

Enfin, nous passerons aux matières soumises aux délibérations des deux Assemblées.

*
**

En convoquant les notables, le roi a en vue de leur demander des conseils sur des questions déterminées. Les déclarations du roi lui-même ou de ses ministres nous le montrent d'une façon nette et précise.

Dans son discours prononcé à l'ouverture de l'Assemblée de 1787, Louis XVI déclare : « Je vous ai
« choisis et assemblés comme le faisait le chef de

« ma branche dont vous aimez la mémoire et que
« je me plais à imiter. Mes projets sont grands et
« importants, il s'agit à la fois de soulager le peuple,
« d'augmenter le produit de mes finances et de di-
« minuer les entraves du commerce. Je me suis fixé
« sur ces objets parce que j'en ai connu la nécessité
« et l'utilité, mais j'écouterai les observations et les
« propositions que vous me ferez et je les pèserai
« mûrement. J'espère que vous concurrez tous au
« même but qui est le bien de l'Etat » ¹.

Le même jour, il dit dans sa déclaration :

« Depuis notre avènement au trône, nous avons
« toujours eu à cœur de maintenir chacun de nos
« sujets dans tous les droits auxquels ils peuvent
« prétendre. Le désir dont nous sommes animé pour
« le bonheur de nos peuples nous ayant fait convo-
« quer en ce lieu une Assemblée composée d'une
« partie des plus notables personnages de notre
« royaume, dont la fidélité, l'attachement à notre
« personne et le zèle pour la gloire et la splendeur
« de notre Etat nous sont connus, et fait désirer que
« parmi eux, il y eût un nombre de prélats, gentils-
« hommes, magistrats et officiers municipaux de
« nos principales villes pour être aidés de leurs
« conseils comme ils ont aidé les rois nos prédéces-
« seurs, et nous, de leurs lumières et même de leurs

(1) C 1.

« sang pour le maintien de notre royaume et la
« prospérité de nos armes... » ¹.

Le roi entend donc prendre l'avis des personnages les plus qualifiés pour les lui donner. D'ailleurs, Lamoignon, garde des sceaux, dit dans son discours :
« Sa Majesté a conçu le projet d'interroger des mem-
« bres distingués des divers ordres de son Etat ». (Le 25 mai 1787 à la 4^e séance de l'Assemblée générale) ².

Leur ampleur, le nombre des membres convoqués font de ces Assemblées un « Conseil extraordinaire », suivant l'expression du Baron de Breteuil (Discours prononcé à la troisième séance de l'Assemblée générale le 12 mars 1787) ³.

Elles sont en outre d'une grande importance pour la royauté. Leur avis, s'il est favorable aux idées du roi, doit donner, à coup sûr, plus de popularité à la réalisation de ces dernières. Pour illustrer ceci par un exemple, le 2 mai 1787, nous voyons l'archevêque de Toulouse, un des notables convoqués, nommé la veille ministre d'Etat et chef du Conseil des finances, exposer au deuxième Bureau la nécessité d'un emprunt pour couvrir le déficit et proposer au dit Bureau d'approuver cette opération financière, « le

(1) C. 1.

(2) *Idem.*

(3) *Idem.*

vœu de l'Assemblée devant augmenter beaucoup le crédit du gouvernement ».

Dans ces Assemblées, c'est le roi lui-même qui fixe les objets sur lesquels il permet aux Notables d'opiner, la délibération ne porte que sur les points qu'il propose; elle est circonscrite dans les limites qu'il détermine. Ainsi, elles diffèrent avec les Etats-Généraux où les Trois Ordres présentent au souverain des cahiers contenant leurs remontrances et doléances sur tous les objets qui leur ont paru devoir fixer l'attention du roi; et ils délibèrent tant sur ce qu'ils croient convenable pour réformer les abus dans l'Etat que sur la demande d'avis qui leur est faite au nom du souverain.

Au cours des délibérations, plusieurs tentatives des Notables pour élargir le domaine de leurs attributions ont été réprimées. Ainsi, le 28 novembre 1788, au Comité des Commissaires, tenu chez Monsieur, le Prince de Conti soulève cette question par la motion suivante :

« Monsieur, Je dois à l'acquit de ma conscience,
« à la position critique de l'Etat et à ma naissance,
« de vous faire observer que nous sommes inondés
« d'écrits scandaleux qui répandent de toutes parts
« dans le royaume le trouble et la division.

« La monarchie est attaquée, on veut son anéantissement, et nous touchons à ce moment fatal.

« Mais, Monsieur, il est impossible qu'enfin le roi
« n'ouvre pas les yeux, et que les princes ses frères
« n'y coopèrent pas.

« Veuillez donc, Monsieur, représenter au roi
« combien il est important pour la stabilité de son
« trône, pour les lois et le bon ordre, que tous les
« nouveaux systèmes soient proscrits à jamais et que
« les constitutions et les formes anciennes soient
« maintenues dans leur intégrité...

« Je terminerai, Monsieur, en vous priant de vou-
« loir bien mettre en délibération dans ce comité
« où se trouvent rassemblés les commissaires des
« différents Bureaux s'ils adhèrent au non à ce qu'il
« vous plaise de faire parvenir au roi tout ce que je
« viens d'articuler... » ¹.

Le lendemain, Monsieur reçoit du roi une lettre
qui défend aux Bureaux de s'occuper de cette mo-
tion. « Je vous envoie, mon cher frère, le papier que
« Monsieur le Prince de Conti a remis au comité
« d'hier; après l'avoir examiné, j'ai trouvé que l'ob-
« jet dont il était question s'écartait absolument de
« ceux pour l'examen desquels j'ai rassemblé les
« notables; ainsi je défends aux Bureaux de s'en oc-
« cuper, et ils doivent continuer leur travail ordi-
« naire. Monsieur le Prince de Conti comme les
« autres princes de mon sang doivent s'adresser

(1) G 6.

« directement à moi et je les écouterai toujours avec
« plaisir quand ils voudront me dire ce qu'ils croient
« m'être utile » ¹.

Conformément aux instructions de Louis XVI, les Bureaux s'abstiennent de toute délibération sur cette motion. Par ailleurs, un mémoire dont nous avons le texte est présenté au roi par le Comte d'Artois, le Prince de Condé, le Duc de Bourbon, le duc d'Enghien et le Prince de Conti pour le maintien des vieilles institutions.

Au deuxième Bureau de l'Assemblée de 1787, à la séance du 18 mai, le Marquis de La Fayette propose de supplier le roi d'accorder l'état civil aux protestants, et d'ordonner la réforme des lois criminelles. Il lit dans ce Bureau un projet d'arrêté sur ce sujet. Comme sa proposition n'entre pas du tout dans les questions soumises à l'examen de l'Assemblée, le Comte d'Artois, président, fait observer que ce serait peut-être outrepasser les pouvoirs des Notables que de s'en occuper. Nous n'avons pas, du reste, trouvé de traces de délibération sur cette proposition de La Fayette. Ainsi, malgré l'absence de texte formel, nous pouvons conclure que cette motion n'a pas été agréée.

En ce qui concerne les notables, ils ont soin de dire qu'ils ne donnent conseil au roi qu'à titre personnel.

(1) C 6.

comme simples citoyens, sans engager la province ou le corps qu'ils n'ont pas pour mission de représenter.

La question se pose tout spécialement à propos de l'imposition territoriale. Les notables bretons font des déclarations formelles à ce sujet. En effet, le 19 mars 1787, une conférence se déroule chez le Duc de Penthièvre qui réunit les membres de la province de Bretagne. Le même jour, le chevalier de la Voltais, député de la Noblesse de Bretagne, remet aux présidents des Bureaux la note suivante :

« Les Notables de la province de Bretagne assem-
« blés chez Monseigneur le duc de Penthièvre se
« croient dans l'obligation de déclarer que leurs
« opinions dans les différents Bureaux dont ils sont
« membres ne peuvent être considérés que comme
« les opinions de simples particuliers que Sa Majesté
« daigne consulter, mais qu'elles ne peuvent en
« aucun cas influencer sur le régime actuel de la Bre-
« tagne dont ils ne sont ni les mandataires, ni les
« représentants, et que c'est aux Etats seuls de la
« province assemblés et aux cours souveraines qui
« y sont établies de délibérer sur l'adoption ou sur
« le refus de toute innovation dans le système des
« impositions. En conséquence, les dits notables
« supplient les différents Bureaux d'agréer la pré-
« sente déclaration qu'ils font de réserver, dans leurs

« avis, les droits, franchises et libertés de la province »¹.

Dans les cahiers du troisième Bureau contenant copie des instructions et réponses du roi, nous retrouvons une autre affirmation dans ce sens. Elle est due à la Motte Fablet et est adressée au Duc d'Orléans, président du Bureau : « Monseigneur, Je n'ai pas été député par les Etats de Bretagne pour ce qui regarde l'Assemblée des Notables; le roi m'ayant honoré d'une lettre pour m'y trouver, je me suis empressé de me conformer à ses ordres.

« Mais, en qualité de citoyen breton, en qualité de membre habituel des Etats, je ne crois pas pouvoir me dispenser, sans m'exposer à en être blâmé, de représenter à Votre Altesse Royale, Monseigneur, au Bureau présent, qu'aucun impôt ne pouvant jamais être levé en Bretagne, sans avoir été précédé du consentement des Etats, vérifié à la Cour, je ne puis délibérer sur l'objet proposé ».

« L'existence de ce consentement est bien antérieur à l'union de la Bretagne à la France, elle se perd dans la nuit des temps; les rois prédécesseurs du monarque n'ont jamais cessé de le reconnaître. Sa Majesté l'a toujours protégé et il le protège encore; et il reçoit une nouvelle force, une nouvelle sanction du contrat qui est renouvelé à

(1) C 1.

« chaque tenue d'Etats entre les commissaires du
« roi et l'Assemblée nationale. En conséquence, je
« supplie Votre Altesse Royale, Monseigneur, de
« prendre en considération la déclaration que je fais
« de ne pouvoir délibérer, quant à présent, sur l'ob-
« jet de l'imposition territoriale et d'appuyer auprès
« de Sa Majesté, mon instante et respectueuse récla-
« mation, pour que cet objet soit proposé et qu'il en
« soit mûrement et librement délibéré à l'Assemblée
« des Etats prochains si l'on juge qu'il les re-
« garde... » ¹.

Le 20 mars 1787, lecture de la déclaration des notables de Bretagne est donnée au quatrième Bureau qui a fait l'arrêté suivant : « ...il n'y avait pas lieu de l'insérer (la déclaration) dans le Procès-Verbal, attendu que les membres du quatrième Bureau, ayant déclaré verbalement, dans la première séance, que les avis dont ils seraient (les auteurs) dans tout le cours des délibérations ne pourraient engager en rien leurs corps, ni leurs provinces, avaient regardé comme suffisante la déclaration verbale qu'ils avaient faite dans la première séance ».

Le même jour, au cinquième Bureau, une déclaration semblable des bretons est reçue. Ensuite, il est fait par les autres membres du Bureau une déclaration identique au sujet des droits et des intérêts de leurs province, Etats, corps et compagnie.

(1) C. 3.

Non seulement les notables ne parlent qu'en leur propre nom, mais encore ils sollicitent qu'on demande l'avis de leur province sur les mesures proposées à propos de l'impôt sur le timbre. L'Alsace en fournit un exemple. Le baron de Flachslanden lit au premier Bureau, présidé par Monsieur, les réflexions suivantes : « La nécessité d'augmenter le revenu de
« l'Etat qui force le roi à demander de nouveaux
« sacrifices à ses sujets, ne peut pas faire oublier à
« Sa Majesté l'équité qui forme la base de son caractère. Dans la répartition des charges additionnelles, Elle veut sûrement, parce qu'il est juste de
« le vouloir, que le fardeau imposé par le besoin du
« moment, se répartisse avec égalité sur les provinces
« de manière qu'aucune n'en supporte une part disproportionnée.

« Dans le mémoire qui annonce l'augmentation ou plutôt l'extension de l'impôt du timbre, il est dit
« que le roi permet aux provinces auxquelles cette
« taxe a été inconnue jusqu'à présent, de réclamer
« des indemnités proportionnées à la portion de ce
« droit dont elles ont été exemptes jusqu'à ce jour.

« L'Alsace s'est rachetée du droit de timbre et de
« contrôle. Il paraîtrait juste d'après cela de croire
« qu'en lui restituant la somme qu'elle a payée pour
« le rachat, le gouvernement fût quitte envers elle;
« mais ce raisonnement spécieux ne serait pas juste

« aux yeux de ceux qui connaissent le véritable état
« de la province frontière du royaume. Elle avait été
« regardée pendant assez longtemps comme devant
« être ménagée en temps de paix pour multiplier,
« pour ainsi dire, en temps de guerre, les efforts de
« son zèle en proportion des moyens qu'on lui laissait.

« Ce système, utile à ce que je crois, a été successivement oublié, à mesure qu'une longue paix et les traités avec la Maison d'Autriche ont fait perdre de vue des besoins éloignés. On a conservé le nom des privilégiés, changé celui des impôts qui auraient pu les choquer, sous leur dénomination ordinaire, et l'Alsace s'est enfin trouvée chargée dans la même proportion que le reste du royaume.

« Elle paie la taille sous le nom de subvention, la capitulation et les vingtièmes sous leurs noms propres. Comme province militaire, elle est plus assujettie qu'aucune autre aux convois, à la charge du logement des gens de guerre.

« Le soin de garantir la frontière du royaume des ravages du Rhin, qui de tous les temps a pesé sur les Gaules lui est presque uniquement confié et l'imposition qui porte le nom des frais communs généraux, comprend environ de quatre à cinq cent mille francs destinés à ce seul objet, intéressant à la vérité, mais qui ne devrait pas être aux frais de la province.

« Le roi ne paie que cinq sous par chaque cheval
« de la cavalerie qu'il lui plaît de mettre dans l'Al-
« sace qui acquitte le reste de la nourriture par une
« imposition connue sous le nom de fourrage et qui
« est chargée de beaucoup d'autres dépenses.

« Sans entrer dans un plus long détail des impo-
« sitions de l'Alsace, dont je ne montre qu'une partie,
« je crois que c'en est fait de prouver que, si elle a
« joui de quelques privilèges plus apparents que
« réels, on l'a chargée davantage sous d'autres déno-
« minations.

« Elle serait donc imposée hors de la proportion de
« ses forces, si on lui faisait supporter l'impôt du
« timbre qu'elle n'a jamais payé, en la dédomma-
« geant seulement de la partie de l'imposition dont
« elle s'était rachetée.

« L'Alsace, quoiqu'elle soit plus nouvellement sous
« la domination du roi que les autres provinces, ne
« la cède à aucune par son zèle pour sa gloire. Elle
« sentira que dans un mal général, il faut en savoir
« supporter sa part. La vérification des vingtièmes
« augmentera ses charges. Si le roi ne l'excepte pas
« d'être enfermée dans les barrières, elle perdra la
« rentrée annuelle de deux millions trois cent mille
« livres et toute sa prospérité.

« Comme je connais ses forces, autant que je
« suis sûr de sa bonne volonté, je crois devoir de-

« mander que le Conseil souverain de la province
« soit entendu, que l'Assemblée provinciale le soit,
« dès qu'elle pourra parler, et qu'il ne soit statué
« sur cette imposition, que d'après les compensa-
« tions que ces deux corps indiqueront... » ¹.

*
**

Quelles sont les matières proposées à l'examen des Notables ? Il faut faire une distinction entre les deux Assemblées.

A l'Assemblée de 1787, les délibérations portent sur les Mémoires lus par le contrôleur général des finances successivement aux différentes séances de l'Assemblée générale et distribués aux différents membres des Bureaux. La liste de ces Mémoires montre sur quels objets les notables sont invités à donner leurs conseils. Calonne, contrôleur général des finances, divise les Mémoires en quatre groupes :

Première division :

1) Mémoire sur l'établissement des Assemblées provinciales.

2) Mémoire sur l'imposition territoriale.

3) Mémoire sur le remboursement des dettes du clergé.

4) Mémoire sur la taille.

(1) C 1.

5) Mémoire sur le commerce des grains.

6) Mémoire sur la corvée.

Deuxième division :

1) Mémoire sur la réformation des droits de traite, l'abolition des barrières intérieures, l'établissement d'un tarif uniforme aux frontières, et la suppression de plusieurs droits d'aides nuisibles au commerce.

2) Mémoire sur les droits qui seront acquittés uniformément à l'avenir sur les marchandises coloniales.

3) Mémoire sur le tabac.

4) Mémoire sur la suppression du droit de marque des fers.

5) Mémoire sur la suppression du droit de subvention par doublement; de celui de jauge et courtage, et de plusieurs autres droits d'aide qui se perçoivent à la circulation.

6) Mémoire concernant la suppression des droits de fabrication sur les huiles et savons du royaume.

7) Mémoire sur la suppression du droit d'ancrage qui se perçoit sur les navires français, de celui de lestage et de délestage, de six et huit sols pour livres, et d'autres droits imposés sur le commerce maritime et sur la pêche nationale.

8) Mémoire concernant la gabelle.

Troisième division :

1) Mémoire sur le domaine du roi.

2) Mémoire sur les forêts domaniales.

Quatrième division :

1) Mémoire sur les droits de timbre.

2) Mémoire sur le remboursement à époques fixes.

En 1788, les délibérations de l'Assemblée portent sur la manière de procéder à l'organisation des Etats-généraux que le roi se propose de réunir en 1789.

Un arrêt du Conseil d'Etat du 5 octobre 1788 avait montré la nécessité d'étudier cette organisation à cause des multiples changements survenus depuis les derniers Etats-généraux de 1614. Il exprimait l'intention du roi de ne pas « resserrer dans le Conseil « l'examen d'une des plus grandes dispositions dont « le Gouvernement ait jamais été appelé à s'occuper »¹. Il ajoutait que « Sa Majesté a considéré « comme le parti le plus sage d'appeler auprès d'elle « pour être aidée de leurs conseils les mêmes notables « assemblés par ses ordres au mois de Janvier « 1787² ».

L'assemblée ainsi convoquée se réunit le six novembre 1788.

Après plusieurs séances des Bureaux, ceux-ci se rendent compte qu'il serait utile de préciser les questions présentées à l'Assemblée et contenues dans le discours d'ouverture du directeur général des finances, Necker.

(1) C. 6.

(2) *Idem.*

A cet effet, un comité composé de princes présidents et des commissaires des Bureaux se tient chez Monsieur le 28 novembre, et arrête cinquante-quatre questions à examiner par les notables dans l'ordre suivant ¹ :

1^{re} question. — Le nombre des députés doit-il être en raison des Gouvernements, des Généralités, des provinces, des Elections, des Diocèses, des Bailliages ?

2^e question. — 1^o De quelle nature doivent être les Bailliages qui auront la prérogative de députer directement aux Etats généraux ?

2^o Doit-on n'accorder cette distinction quant aux Provinces qui ont député par Bailliage en 1614 qu'aux seuls Bailliages qui ont député directement à cette époque, soit qu'ils eussent ou non des Baillis d'Epée ?

3^o Ecartera-t-on de la députation directe des Bailliages qui, ayant eu à cette époque des Baillis d'épée, paraissent n'avoir député que secondairement ?

4^o Enfin admettra-t-on pour la députation directe, les députations créées depuis 1614 avec Baillis d'épée, cas royaux, ressort sur d'autres juridictions et ressortissant nuement à un Parlement ?

3^e question. — Les provinces ou pays qui ont député en forme de pays d'Etats en 1614 ou aux trois tenues

(1) C. 6.

précédentes continueront-ils de jouir de cet avantage ?

4^e question. — Aura-t-on égard pour fixer le nombre des députations que chaque Bailliage enverra aux Etats-généraux, à leur population ?

Ou le nombre des députations sera-t-il égal entre tous les Bailliages sans égard à leur population ?

Et dans le premier cas, quelle serait l'échelle de proportion qu'il faudrait établir entre eux ?

5^e question. — Quel doit être le nombre respectif des députés de chaque ordre ? Sera-t-il égal pour chaque députation ?

6^e question. — Quelle a été et quelle pourrait être la forme de délibération des trois ordres dans les Etats généraux ?

7^e question. — A qui les lettres de convocation devront-elles être adressées ?

8^e question. — Dans quelle forme chacun des trois ordres sera-t-il convoqué et cité ?

9^e question. — Les bénéfices dans l'ordre du clergé et les possesseurs de fiefs dans l'ordre de la Noblesse, seront-ils assignés, seront-ils les seuls assignés, et où seront-ils assignés ?

10^e question. — Les membres du clergé et de la noblesse, soit qu'ils soient assignés à leurs bénéfices, ou à leurs fiefs, soit qu'ils soient seulement convoqués par les affiches et publications, seront-ils convoqués

aux Bailliages inférieurs ou aux Bailliages supérieurs ?

11^e question. — Dans quelle forme les ecclésiastiques et les nobles qui n'auront pas été cités personnellement justifieront-ils de leurs titres et qualités pour voter ?

12^e question. — Dans les Assemblées de Bailliages, à qui appartiendra la Présidence quand les ordres seront réunis ?

A qui appartiendra-t-elle dans chacun lorsqu'ils seront séparés ?

Le Bailli d'Epée, s'il est présent, présidera-t-il de droit la noblesse, et en son absence par qui sera-elle présidée ?

Qui présidera le clergé ?

Qui présidera le Tiers-Etat ?

13^e question. — Quel âge sera nécessaire pour être électeur ou éligible dans chacun des trois ordres ?

14^e question. — Quelles conditions seront nécessaires pour être électeur ou éligible dans l'ordre du clergé ?

15^e question. — Y aura-t-il quelque distinction pour ces deux qualités, et admettra-on quelque proportion entre les différents ordres qui composent le clergé ?

16^e question. — Un ecclésiastique engagé dans les ordres sacrés ne possédant point de bénéfice, mais ayant un ou plusieurs fiefs, ou des biens ruraux, dans

quel ordre se rangera-t-il ? Et si l'on admet le droit de se faire représenter, dans quel ordre pourra-t-il choisir son représentant ?

17^e question. — Les membres de l'ordre de Malte seront-ils rangés dans l'ordre de la noblesse ou dans celui du clergé, et quelles conditions seront nécessaires pour les rendre électeurs ou éligibles dans l'un ou l'autre ordre ?

18^e question. — Dans quel ordre seront rangés les collèges et les hôpitaux qui possèdent des fiefs, des bénéfices ou des biens ruraux ?

19^e question. — Quelles conditions seront nécessaires pour être électeurs ou éligibles dans l'ordre de la noblesse ?

20^e question. — Les propriétaires des fiefs seront-ils seuls admissibles aux Etats-généraux ? Les gentilshommes possédant une propriété quelconque auront-ils le même droit ? Et quelle devra être l'étendue de la propriété seigneuriale ou rurale nécessaire soit pour être éligible, soit pour être électeur ?

21^e question. — Sera-t-il convenable d'exiger un certain degré de noblesse, soit pour être électeur, soit pour être éligible ?

22^e question. — Quelle serait alors la participation aux Etats-généraux des nobles d'une création récente ?

23^e question. — Quelles conditions seront nécessaires pour être électeur ou éligible dans l'ordre du Tiers-Etat, soit dans les communautés de campagne, soit dans les villes qui ne sont pas dans l'usage de députer directement aux Etats-généraux ?

24^e question. — La valeur de la propriété susceptible de discussion doit-elle être prise pour mesure, ou faut-il choisir pour règle la quotité des impositions ?

25^e question. — Cette mesure de propriété ou de contribution doit-elle varier selon la richesse des provinces ?

26^e question. — Les membres du Tiers, même les plus riches, tels que les négociants, les chefs des manufactures et les capitalistes n'ayant pas toujours des propriétés foncières, la mesure de l'imposition territoriale, peut-elle être généralement applicable à la faculté d'élire ou d'être élu dans le Tiers-Etat ?

27^e question. — Quelles formes devront être observées pour la convocation et la tenue des Assemblées pour les diverses élections ?

Et d'abord pour les communautés de campagne ?

Les seigneurs nobles, et les curés, pourront-ils y voter et même y assister ?

La présence d'un juge ou autre officier public y sera-t-elle nécessaire ?

28^e question. — Ceux qui sont aux gages d'autres

personnes, soit ecclésiastiques, soit laïques, ou dans leur dépendance quelconque, seront-ils électeurs ou éligibles dans l'ordre du Tiers-Etat ?

29^e question. — Les membres du Tiers-Etat pourront-ils élire pour leurs députés des membres d'un autre ordre ou jouissant des privilèges auxquels leur ordre ne participe pas ?

30^e question. — Les électeurs, de quelque ordre qu'ils soient, pourront-ils élire pour leurs représentants des personnes absentes ou qui n'auraient pas le droit d'être admises dans l'Assemblée ?

31^e question. — Quelles sont les villes qui députeront directement aux Etats-Généraux ?

32^e question. — Dans quelle forme ces villes doivent-elles procéder à la convocation et à la tenue des Assemblées destinées aux différentes élections ?

Ces mêmes villes concourront-elles en outre à l'Assemblée d'Election de leur Bailliage ?

Tout citoyen domicilié y sera-t-il admis pour être électeur ou éligible sans distinction d'ordre ni de rang ?

33^e question. — Y a-t-il quelque proportion à observer pour le nombre respectif des députés des villes et des députés des campagnes ?

34^e question. — Si quelques grandes villes de com-

merce sont admises à députer directement aux Etats-généraux, le ou les députés seront-ils élus parmi les négociants seuls et en quelle forme ?

35^e question. — Quelles sont les formes qui devront être observées dans les villes qui ne députent qu'aux Bailliages secondaires ou principaux ?

36^e question. — Dans quelle proportion les communautés de campagne, ou les villes plus ou moins considérables auront-elles la faculté de nommer des députés, soit aux Bailliages secondaires, soit aux Bailliages principaux ou Sénéchaussées.

37^e question. — Quel sera le nombre des députés que les Bailliages ou juridictions secondaires auront le droit d'envoyer au Bailliage principal suivant le nombre facultatif des députés des villes et des communautés de campagne qui composent leur ressort ?

38^e question. — Chaque Bailliage principal ne sera-il-pas obligé de suivre la même règle de proportion et d'avoir pour cet effet une Assemblée préliminaire ?

39^e question. — Les ordres doivent-ils délibérer séparément aux Assemblées qui députent directement aux Etats-généraux ?

40^e question. — Pourra-t-on être électeur ou éligible dans les diverses communautés ou Bailliages où l'on aura des propriétés soit transmissibles, soit usufruitières ?

41^e question. — Les bénéficiers ou les possesseurs de fiefs pourront-ils, et pourront-ils seuls, se faire représenter par des fondés de procuration ?

42^e question. — Si du même titre de bénéfice ou du même fief dépendent des biens situés dans différents Bailliages qui députent directement aux Etats-généraux, le possesseur aura-t-il le droit d'avoir voix ou de se faire représenter dans chaque bailliage, ou seulement dans celui du chef-lieu de son bénéfice, ou de son fief ?

43^e question. — Les bénéficiers ou les possesseurs de fiefs pourront-ils voter ou donner autant de procuration qu'ils possèdent de bénéfices ou de fiefs dans le ressort du même Bailliage, ne le pourront-ils que dans les différents Bailliages ?

44^e question. — Les non-nobles possédant des fiefs nobles pourront-ils se faire représenter et par qui ?

45^e question. — Accordera-t-on aux ecclésiastiques et aux nobles non possédants, bénéfice ou fief, et aux membres du Tiers-Etat la faculté de se faire représenter aux Elections ?

46^e question. — Les mineurs, les veuves, les filles et les femmes possédant divisément, pourront-ils se faire représenter, et par qui ?

47^e question. — Les ecclésiastiques ou les nobles,

ainsi que ceux du Tiers-Etat qui ne seront pas cités personnellement pourront-ils voter comme électeurs dans les différents lieux où ils auraient des propriétés, ou seulement dans celui de leur domicile ?

48^e question. — Si les procurations sont admises, combien pourra-t-on en réunir sur la même tête ?

Seront-elles générales ou spéciales, et le fondé sera-t-il du même ordre que son commettant ?

Ces procurations pour élire s'étendront-elles à la rédaction des cahiers, et le procureur fondé aura-t-il pour cette rédaction autant de voix que pour les élections ?

49^e question. — Devrait-on nommer expressément dans la procuration celui à qui on la donnera ?

50^e question. — Les élections se feront-elles à haute voix ou au scrutin ?

Distinguera-t-on à cet égard les différentes sortes d'Assemblées ?

51^e question. — Pourra-t-on nommer un suppléant dans chaque ordre pour remplacer le ou les députés aux Etats généraux en cas de maladie ou de légitime empêchement, lequel n'aura de mission qu'à défaut du député qu'il sera destiné à remplacer ?

52^e question. — Si une même personne est nommée député dans plusieurs Bailliages, sera-t-elle tenue

d'opter le Bailliage dont elle voudra être le représentant, et dans ce cas sera-t-elle remplacée de droit dans les autres Bailliages par celui qui, après l'élu, aura réuni le plus de suffrages ?

53^e question. — Quelle supériorité ou pluralité de suffrages sera nécessaire pour être légitimement élu ?

54^e question. — Sera-t-il nécessaire de régler l'ordre et la forme que devront suivre les assemblées où les instructions des députés aux Etats généraux seront délibérées et rédigées, depuis les assemblées de campagne en remontant jusqu'aux assemblées baillia-gères ?

CHAPITRE III

COMPOSITION

Dans ce chapitre, nous donnerons d'abord la liste des Notables présents aux deux Assemblées de 1787 et de 1788, ensuite les noms de ceux qui, étant convoqués, furent empêchés d'y assister.

En nous basant sur les listes, nous tâcherons de fixer la notion même de Notable.

Enfin nous verrons que sous l'unité apparente d'une réunion de notables, l'esprit particulariste des ordres, corps, provinces se fait sentir au sein des deux Assemblées. Les notables, quoique convoqués comme tels, ne réussissent pourtant pas à faire abstraction de leur situation « corporative ».

Liste des Notables convoqués en 1787.

Princes — Comte de Provence, Monsieur.
Comte d'Artois,
Duc d'Orléans,
Prince de Condé.

Duc de Bourbon.

Prince de Conti.

Duc de Penthièvre.

Noblesse. — Alexandre de Talleyrand-Périgord, Archevêque de Reims, premier pair de France.

César de Luzerne, évêque, duc de Langres, pair de France.

Anne Montmorency-Luxembourg, duc de Luxembourg, pair de France, lieutenant-général de Sa Majesté de la province d'Alsace.

Armand de Béthune, duc de Béthune-Charost, pair de France, lieutenant-général de Sa Majesté des provinces de Picardie et de Boulonnais.

Antoine le Clerc de Juigné, archevêque de Paris, duc de Saint Cloud, pair de France.

François de Harcourt, pair et garde de l'oriflamme de France, lieutenant général de Sa Majesté de la province de Normandie.

Louis Barbon Mazarini Mancini, duc de Nivernois et Donziais, pair de France, lieutenant général de Sa Majesté des Duchés de Lorraine et de Bar.

Louis de la Rochefoucauld et de la RocheGuion, pair de France.

Jules de Clermont-Tonnerre, pair de France, lieutenant général de Sa Majesté de la province du Dauphiné.

Louis de Contades, Maréchal de France, commandant en chef en Alsace.

Victor de Broglie, Maréchal de France.

Philippe de Noailles, Maréchal duc de Mouchy, lieutenant général de la Basse Guyenne.

Augustin de Mailly, comte de Mailly, Maréchal de France, lieutenant général de la province de Roussillon.

Joseph d'Esparbès de Lussan, marquis d'Aubeterre, Maréchal de France.

Charles de Beauveau, Maréchal de France, lieutenant général de la province de Provence.

Noël de Vaux, Maréchal de France, commandant en chef au comté de Bourgogne.

Jacques de Choiseul, comte de Stainville, maréchal de France, gouverneur de Strasbourg, commandant en chef dans la province de Lorraine et moitié de Champagne.

Anne de Croy.

Casimir d'Egmont Pignatelli, comte d'Egmont, de Braine, de Berlaimont, de la Crignole, gouverneur et lieutenant général de la province et ville de Saumur, pays Saumerois et Haut Anjou.

Gabriel de Talleyrand-Périgord, comte de Périgord, commandant en chef dans la province de Languedoc.

Charles d'Estaing, vice-amiral de France, gouverneur général de la province de Touraine.

Anne de Montmorency, prince de Robecq, commandant en chef des provinces de Flandres, Hainault et Cambrésis.

Louis de Rohan-Chabot, duc de Chabot.

Adrien de Guines, gouverneur de Maubeuge.

Louis du Châtelet d'Haraucourt, gouverneur général de la province de Toulous.

Anne de Montmorency-Laval, duc de Laval.

Henry de Thiard-Bissy, comte de Thiard, commandant pour Sa Majesté dans sa province de Bretagne.

Pierre de Chatenet, comte de Puységur, commandant en chef dans les provinces de Poitou, Saintonge et Aunis.

Philippe de Montboissier, commandant en chef dans la Haute et Basse Auvergne.

Henry de Flachslanden.

Claude Clériadus de Choiseul-la-Baume, commandant en second en Lorraine.

Aimery de Rochechoüart, gouverneur général de l'Orléanais,

Charles Andrault de Langeron, marquis de Maulevrier, gouverneur des villes et forts de Briançon.

Louis de Loménie, comte de Brienne.

François de Bouillé, gouverneur de la ville de Douai.

Louis de Lévis, seigneur marquis de Mirepoix, de Lérans.

Alexandre de Croix-d'Heuchin.

Marie de Motier, marquis de la Fayette.

Philippe de la Tour du Pin de la Charce de Gournet, commandant en chef dans les provinces de Bourgogne, Bresse, Bugey, Valromey, Pays de Gex et principautés de Dombes.

Conseil du roi.

Louis Bertier de Sauvigny, conseiller d'Etat et au Conseil des dépêches, doyen du Conseil.

Charles Boutin, conseiller d'Etat ordinaire et au Conseil royal des finances.

Michel de Fourqueux, conseiller d'Etat ordinaire au Conseil des dépêches et au Conseil royal de commerce.

Jean le Noir, conseiller d'Etat ordinaire et au Conseil royal des finances.

Jean de Vidaud, conseiller d'Etat ordinaire et au Conseil privé.

Claude Lambert, conseiller d'Etat.

Guillaume Dupleix de Bacquencourt, conseiller d'Etat.

Antoine de Chaumont de la Galaisière, conseiller d'Etat, intendant d'Alsace.

Charles Esmangard, conseiller du roi en tous ses conseils, intendant de justice, police et finances en Flandres et Artois.

Louis Bertier, conseiller du roi en tous ses conseils, maître des requêtes ordinaires de son hôtel, intendant de justice, police et finances de la Généralité de Paris.

François le Camus, conseiller du roi en tous ses conseils, maître des requêtes ordinaires de son hôtel, intendant de justice, police et finances de la Généralité de Guyenne.

Laurent de Villedeuil, conseiller du roi en tous ses conseils, maître des requêtes ordinaires de son hôtel, intendant de justice, police et finances de la Généralité de Rouen.

Clergé.

Arthur Dillon, archevêque et primat de Narbonne.

Etienne de Loménie de Brienne, archevêque de Toulouse.

Jean-de-Dieu de Boigelin, archevêque d'Aix.

Jean Dulau, archevêque d'Arles.

Jérôme Champion de Cicé, archevêque de Bordeaux, primat d'Aquitaine.

Marie de Galard de Ferraupe, évêque et seigneur du Puy.

Alexandre de Lauzières Thémynes, évêque de Blois.

Seignelay Colbert de Castle-hill, évêque et comte de Rhodès.

Pierre de Séguiran, évêque de Nevers.

François de Fontanges, évêque de Nancy, primat de Lorrain.

Louis de Bausset, évêque d'Alais.

Parlement.

Etienne d'Aligre, premier président du Parlement de Paris.

Louis de Paule Lefèvre d'Ormesson de Noyseau, président de la cour de Parlement de Paris.

Jean-Baptiste Bochart, président de la Cour de Parlement de Paris.

Chrétien de Lamoignon, président de la cour de Parlement de Paris.

Jean de Sénaux, remplissant les fonctions du premier président au Parlement de Toulouse.

André Le Berthon, premier président du Parlement de Bordeaux.

Amable de Bérulle, premier président du Parlement de Grenoble.

Bénigne Le Gouz de Saint-Seine, premier président du Parlement de Dijon.

Louis Camus de Pontcarré, premier président du Parlement de Rouen.

Charles des Gallois de la Tour, premier président du Parlement et intendant de Provence.

Charles du Merdy, premier président du Parlement de Bretagne.

Jean-Baptiste de Gillet, premier président du Parlement de Pau.

Louis Hocquart, premier président du Parlement, Chambre des Comptes, Cour des Aides et Finances de Metz.

Claude Perreney de Grosbois, premier président du Parlement de Franche-Comté.

Gaspard de Pollinchove, premier président du Parlement de Flandres.

Michel de Cœurderoi, premier président du Parlement de Nancy.

François de Spon, premier président du Conseil souverain d'Alsace.

Amable de Mâurès, premier président du Conseil souverain de Roussillon.

Guillaume Joly de Fleury, procureur général au Parlement de Paris.

Jean de Cambon, procureur général au Parlement de Toulouse.

Pierre Dudon, procureur général au Parlement de Bordeaux.

Jean-Baptiste de Reynaud, procureur général au Parlement de Grenoble.

Bernard Pérard, procureur général au Parlement de Dijon.

Jean Godard Belbeuf, procureur général au Parlement de Rouen.

Jean Le Blanc de Castillon, procureur général au Parlement de Provence.

Anne de Caradeue, procureur général au Parlement de Bretagne.

Pierre de Bordenave, procureur général au Parlement de Pau.

Pierre Lançon, procureur général au Parlement, Chambre des Comptes, Cour des Aides et Finances de Metz.

Claude Doroz, procureur général au parlement de Franche-Comté.

Albert Bruneau, procureur général au Parlement de Flandres.

Pascal de Marcol, procureur général au Parlement de Nancy.

Armand Loyson, premier avocat général au Conseil souverain d'Alsace.

François de Vilar, procureur général au Conseil souverain de Roussillon.

Chambre des Comptes.

Aimard de Nicolay, premier président à la Chambre des Comptes de Paris.

François de Montholon, procureur général de la Chambre des Comptes de Paris.

Cour des Aides.

Charles de Paule Barentin, premier président de la Cour des Aides de Paris.

Antoine Hocquart, procureur général de la Cour des Aides de Paris.

Députés des pays d'Etats :

Anne de la Fare, élu général du Clergé des Etats de Bourgogne.

Henry de Chastellux, élu général de la Noblesse des états de Bourgogne.

François Noirot, élu général du Tiers-Etat des Etats de Bourgogne.

François de Pierre de Bernis, député pour l'ordre du Clergé des Etats de la province de Languedoc.

Pierre d'Hautpoul Seyré, député pour l'ordre de la Noblesse des Etats de Languedoc.

François du Suc de Saint Affrique, député pour le tiers-Etat des Etats de la province de Languedoc.

Urbain de Hercé, député pour l'ordre du Clergé des Etats de la province de Bretagne.

Mathurin Le Provost de la Voltais, député pour l'ordre de la Noblesse des Etats de la province de Bretagne.

Yves Fablet de la Motte Fablet, député pour l'ordre du Tiers-Etat des Etats de la province de Bretagne.

Raymond de Fabry, député des Etats d'Artois pour l'ordre du Clergé.

Louis d'Estourmel, député des Etats d'Artois pour l'ordre de la Noblesse.

Pierre Duquesnoy, député des Etats d'Artois pour l'ordre du Tiers-Etat.

Lieutenant civil :

Denis Angran d'Alleray, lieutenant civil en la prévôté et vicomté de Paris.

Chefs municipaux des villes :

Louis Le Peletier, prévôt des marchands de la ville de Paris.

François Goblet, premier échevin et avocat du roi au grenier à sel de la Ville de Paris.

Louis Tolozan de Montfort, prévôt des marchands commandants de la ville de Lyon.

Jean d'Isnard, maire de Marseille.

André Duhamel, lieutenant de mairie de la ville de Bordeaux.

Jean-Baptiste Duperré Duveneur, maire de la ville de Rouen.

Philippe de Bonfontan, premier capitaine gentil-homme de la ville de Toulouse.

Conrad Gérard, préteur royal de Strasbourg.

Louis Huvino, mayer de la ville de Lille.

Pierre Giraud Duplessix, procureur du roi syndic de la ville et communauté de Nantes.

Pierre Meaujan, maître échevin, chef de police et président des trois Ordres de la ville de Metz.

Charles de Manesy, maire royal de Nancy.

Bernardin Deydé, maire et viguier de la ville de Montpellier.

Alexandre de Pujol, prévôt chef de la ville et du magistrat de Valenciennes.

François Souyn, maire de la ville de Reims.

Antoine Le Caron, maire de la ville d'Amiens.

Claude Huez, maire de la ville de Troyes.

Jacques Le Forestier, maire de la ville de Caen.

François Grignon de Bonvalet, maire de la ville d'Orléans.

Pierre de Beauvoir, maire de la ville de Bourges.

Etienne de la Grandière, maire de la ville de Tours.

Guillaume de Roulhac, maire de la ville de Limoges.

Philippe Duval de la Mothe, maire de la ville de Montauban.

Louis Reboul, maire de la ville de Clermont.

Joseph Verdier, maire de la ville de Bayonne.

Dans l'Assemblée de 1788 ne figurent plus certains notables convoqués à l'Assemblée précédente : ou

bien ils sont décédés, ou bien ils ont quitté leur charge, ou bien ils ne sont plus rappelés. Ils ont été remplacés par les notables suivants :

Princes :

Duc d'Enghien.

Noblesse :

Victurnien de Rochechoüart, duc de Mortemart, pair de France.

Louis de Noailles, pair et maréchal de France, gouverneur et capitaine général des villes et comtés du Roussillon.

Marie de Franquetot, duc de Coigny, pair de France, grand bailli et gouverneur des villes et château de Caen.

Charles de la Croix, marquis de Castries, maréchal de France, gouverneur général des provinces de Flandre, Hainault, et Cambrésis.

Victor de Riquet, comte de Caraman, commandant en chef dans le comté de Provence.

Jean-Baptiste de Vimeur, comte de Rochambeau, commandant en chef dans les provinces de Picardie, Boulonnais, Calésis et Artois.

Charles de Harcourt, commandant dans la province de Normandie.

Conseil du roi :

Jean Joly de Fleury, ministre et doyen du Conseil d'Etat.

Jean Lenoir, conseiller d'Etat ordinaire et au Conseil royal des finances.

Antoine Auget de Montyon, conseiller d'Etat et au Conseil royal des finances et du commerce.

François d'Agay, intendant de justice, police et finances de la province de Picardie.

Clergé :

Louis de Gonzié, évêque d'Arras.

François de Girac, évêque de Rennes..

Parlement :

Armand de Gourgue, président de la cour du Parlement de Paris.

Louis Le Pelletier de Rosambo, président de la cour du Parlement de Paris.

Jean-Baptiste Gautier, premier président du Conseil souverain de Corse.

Louis de Resseguier, procureur général au Parlement de Toulouse.

François Herman, procureur général au Conseil souverain d'Alsace.

Jean-Baptiste de Noguer, procureur général au Conseil souverain de Roussillon.

Cour des Aides :

Jacques Charpentier, président de la Cour des Aides de Paris.

Députés des pays d'Etat :

Jean-Baptiste du Chilleau, évêque et comte de Châlons-sur-Saône, élu général des Etats de Bourgogne.

Louis de Bourbon-Busset, élu général des Etats de Bourgogne.

Philibert Gueneau d'Aumont, élu général des Etats de Bourgogne.

Antoine Osmond, évêque de Comminges, député pour l'ordre du clergé des Etats de la province de Languedoc.

Jean de Banne d'Avéjan, député pour l'ordre de la Noblesse des Etats de la province de Languedoc.

Charles Trinquelagne, député pour l'ordre du Tiers-Etat de la province de Languedoc.

Joscio Dallennes, député* des Etats d'Artois à la Cour pour l'ordre du clergé.

Louis de Crény, député des Etats d'Artois à la Cour pour l'ordre de la noblesse.

Louis de Suffren Saint Tropez, député des Etats de Provence pour l'ordre du clergé.

Charles de Vintimille, député des Etats de Provence pour l'ordre de la noblesse.

François Lyon de Saint Féréol, député des Etats de Provence pour l'ordre du Tiers-Etat.

Jacques Ponté, député pour l'ordre de la noblesse des Etats de l'île de Corse à la cour.

Chefs municipaux des villes :

Jean-Baptiste Buffault, premier échevin de la ville de Paris.

Joachim de Gaillard, maire de la ville de Marseille.

Charles Léonor du Bose, maire de la ville de Rouen.

Pierre de la Pervanchère, maire de la ville de Nantes.

Gilbert de Massilian, maire et viguier de la ville de Montpellier.

François Galand de Longuerue, maire de la ville d'Amiens.

Gabriel Ménage, maire de la ville de Caen.

Pierre Poydenot, maire de la ville de Bayonne.

Nous venons de donner la liste des notables qui siégèrent effectivement à l'une et l'autre Assemblée. Mais il faut tenir compte du fait que d'autres personnages furent convoqués mais ne purent être présents.

Ce sont les suivants :

En 1787, De Parvité, maire de Châlons en Cham-

pagne, a supplié le roi de vouloir bien le dispenser à cause de son âge et de ses infirmités.

En 1788, Alexandre de Talleyrand-Périgord, archevêque de Reims, a supplié le roi de le dispenser de se trouver à l'Assemblée, à cause de la mort de son frère.

Le duc de Clermont-Tonnerre, étant malade, n'a pu assister à l'Assemblée.

Le maréchal de Contades a supplié le roi de le dispenser à cause de son âge et de ses infirmités.

Philippe de Bonfontan, premier capitaine gentilhomme de la ville de Toulouse, étant malade en route, est dispensé.

Aux deux Assemblées, le roi a décidé que les quatre secrétaires d'Etat et le contrôleur général des finances assisteront.,

Sont nommés secrétaires-greffiers des Assemblées par brevet :

1) Pierre Hennin, secrétaire du Conseil d'Etat et du Conseil du roi.

2) Pierre Dupont, commissaire général du commerce.

Dans les différents Bureaux, les secrétaires des commandements des princes présidents font fonction de secrétaire.

La notion même du notable se dégage aisément des listes précitées. Le roi ne choisit pas les notables intuitu personae, en considération de la personne, mais en raison de la fonction exercée ou de la situation occupée dans l'Etat, telle que celle de prince du sang.

La preuve en est d'abord que certains personnages convoqués en 1787 ne le sont plus en 1788 parce qu'ils ne remplissent plus la fonction qui les avait fait désigner.

Une deuxième preuve nous est fournie par la convocation en 1787 du ruwart de Lille. Une lettre de convocation avait d'abord été adressée à celui-ci. Le mayor de Lille réclama. Il fit observer que c'était lui le premier officier municipal et non le ruwart. Le roi lui adressa aussitôt une lettre de convocation, tandis que le ruwart n'était plus appelé à siéger. C'est toujours la charge qui fait le notable.

*
**

Les Assemblées revêtent un caractère mixte, c'est-à-dire qu'elles mélangent des gens d'ordres différents. Pourtant, l'esprit propre à chaque ordre se manifeste à plusieurs reprises.

Ainsi, le 25 mai 1787, à la dernière séance de l'Assemblée générale quand Monsieur remercie le roi au nom de la noblesse, tous les membres de la noblesse

se tiennent debout pendant son discours. Les discours prononcés ensuite ne déclarent pas qu'ils le sont au nom de tel corps ou de tel ordre. Mais on peut le conclure du fait qu'une partie bien déterminée de l'Assemblée se tient debout pendant les remerciements adressés au roi par un notable. Au moment du discours de l'archevêque de Narbonne, se lèvent les membres du clergé; quand parle le premier président du Parlement de Paris, les magistrats se tiennent debout, enfin les chefs municipaux se lèvent en même temps que le prévôt des marchands de la ville de Paris.

Une autre manifestation de l'esprit de corps s'exprime en matière de préséance et de présidence.

Le roi, le 22 février 1787, fait une déclaration générale en vue de prévenir les querelles de préséance :

« Ils (les notables) ont satisfait notre volonté et
« pris la place que nous leur avons expressément
« choisie et que nous avons commandé à nos officiers des cérémonies de donner de notre part
« comme honorable et avantageuse. Et parce que
« quelques-uns pourraient n'être pas satisfaits à
« cause de leur dignité personnelle, ces places n'étant
« celles qu'ils ont accoutumé de tenir aux Etats-généraux auxquels ils se trouvent en corps, nous leur
« avons voulu déclarer comme nous faisons par ces
« présentes, mues de la bonne volonté que nous

« avons toujours eue pour les prélats et noblesse de
« notre royaume et autres nos sujets, que notre in-
« tention n'a pas été, en cette convocation, de tenir
« une Assemblée d'Etats, lit de justice ou autre de
« pareille nature, et que nous leur avons ordonné
« cette séance proche de notre personne et de ceux
« qui président en notre absence, comme très hono-
« rable, avantageuse et convenable à l'action tant de
« l'ouverture de la dite Assemblée que de la conti-
« nuation d'icelle, sans qu'elle puisse préjudicier ni
« rien diminuer des honneurs et prérogatives qui
« leur sont ordinairement attribués et que nous en-
« tendons et voulons leur être conservés... » ¹.

Et pourtant les réclamations sont nombreuses. Ainsi nous trouvons insérées dans le Procès-Verbal de l'Assemblée générale de 1787 la réclamation des maréchaux de France contre la préséance accordée aux pairs de France, celle du lieutenant civil de Paris contre la préséance accordée au prévôt des marchands de Paris au deuxième Bureau.

En 1788, à la dernière séance de l'Assemblée générale (le 12 décembre), on rencontre également une réclamation des maréchaux de France contre la préséance accordée aux pairs de France. On trouve aussi une réclamation des députés des Etats de Provence contre la préséance des députés des Etats d'Artois.

(1) C 1.

Cette réclamation présente un intérêt suffisant pour être citée en entier. Elle montre bien que les notables tiennent à insister sur les prérogatives de leurs provinces malgré les assurances du roi que la tenue de la présente Assemblée n'y porte pas atteinte.

« Les députés des Etats de Provence ayant été ap-
« pelés par Sa Majesté à l'Assemblée des notables,
« ont considéré qu'ils ont dans l'ordre de douze an-
« ciens gouvernements de France leur rang après
« celui de Dauphiné et avant celui de Lyonnais; que
« le 15 novembre 1614, le Conseil rendit un arrêt de
« règlement sur les préséances entre les douze pro-
« vinces et gouvernements principaux portant qu'ils
« tiendront le rang et ordre suivant : Isle de France,
« Bourgogne, Normandie, Guyenne, Bretagne, Cham-
« pagne, Languedoc, Picardie, Dauphiné, Provence,
« Lyonnais et Orléanais; que ce règlement a été exé-
« cuté par les Etats généraux alors assemblés et
« forme le dernier état de cette partie de la constitu-
« tion nationale; qu'il ne pourrait y avoir d'innova-
« tion pour une province, sans que toutes les autres
« interviennent pour renouveler les anciennes dis-
« cussions; qu'à l'égard des provinces réunies au
« royaume depuis les Etats généraux de 1614, le rang
« qu'elles doivent avoir se trouve naturellement fixé
« par les époques de leur réunion; mais que l'ordre
« reconnu et arrêté en 1614 ne peut être interverti

« par les provinces qui, à cette époque, n'existaient
« même pas pour la France; que la Provence a été
« unie au royaume par le Testament de Charles
« d'Anjou du 10 décembre 1481; que les Etats de
« cette Province, dont l'origine se perd dans la nuit
« des temps, ont toujours eu, depuis cette union,
« leurs députés aux Etats-généraux; que les Etats
« de Provence sont composés d'un certain nombre
« de membres de chacun des trois ordres, et qu'outre
« cette Assemblée générale il s'en tient chaque année
« une autre formée par tous les députés des commu-
« nautés, par les procureurs du pays, et par des re-
« présentant des ordres du clergé et de la noblesse
« sous le nom de procureurs joints, que la seconde
« de ces Assemblées avait été seule convoquée de-
« puis 1640, mais que la composition de l'Assemblée
« générale n'a souffert aucune altération, et qu'elle
« a de nouveau été convoquée le 30 décembre 1787,
« que dans le mémoire du roi publié à cette Assem-
« blée des Etats de Provence, Sa Majesté a déclaré
« que les Etats de ce pays n'ont jamais été révoqués,
« pas même suspendus par aucun acte d'autorité,
« qu'ils ont constamment été redemandés par les
« Assemblées de la Noblesse et des communautés,
« que leur convocation avait été plus d'une fois pro-
« mise par les rois ses prédécesseurs, qu'Elle en a en
« conséquence ordonné la convocation comme une

« suite de la constitution du pays qu'Elle veut con-
« firmer et maintenir.

« Les députés de Provence ont en conséquence pré-
« senté un mémoire à Sa Majesté pour réclamer le
« même rang qu'ils ont occupé dans les derniers
« Etats de 1614. Elle leur a fait répondre que les
« rangs qui seraient tenus par les députés des divers
« pays d'Etats ne pourraient nuire ni préjudicier en
« manière quelconque à leurs droits respectifs sur
« la préséance et que ces députés garderaient entre
« eux le même ordre qui a été observé à la dernière
« Assemblée des Notables de manière que la Pro-
« vence qui n'avait point à cette époque envoyé de
« député en cour se trouverait en rang après les au-
« tres provinces dont les députés ont alors été con-
« voqués. Il résulterait de cette réponse que les dé-
« putés des Etats de Provence ne prendraient rang
« qu'après ceux des Etats d'Artois. Cette préséance
« des Etats d'Artois ne pourrait se concilier avec les
« règles ci-devant exposées. Cette province qui a été
« possédée par la Maison de Bourgogne et qui a en-
« suite passé en 1477 dans la Maison d'Autriche par
« le mariage de Marie de Bourgogne avec Maximi-
« lien Duc d'Autriche, était au nombre des fiefs de
« la couronne lorsque, par le traité de Madrid du 14
« janvier 1525, François 1^{er} fit à Charles V la cession
« de tous les droits de souveraineté sur ce pays. Cette

« cession a été ratifiée par les traités de Cambrai du
« 3 août 1529 et par celui de Crespy du 13 septembre
« 1544 dans lesquels l'Artois est de nouveau déclaré
« indépendant de la couronne et démembré de la
« Monarchie.

« Philippe II, fils de Charles V, traita en qualité
« de souverain des Pays-Bas dont l'Artois faisait
« partie, avec Henri II, roi de France, à la paix de
« Cateau-Cambrésis du 3 avril 1559. Louis XIII, roi
« de France, ayant en 1635 déclaré la guerre à Phi-
« lippe IV, roi d'Espagne, et comte souverain des
« Pays-Bas, se rendit maître de plusieurs places dans
« l'Artois et notamment de la capitale, au mois
« d'Août 1640. Louis XIII transmit la partie con-
« quise à Louis XIV; la propriété et la souveraineté
« lui en furent cédées par le traité des Pyrénées du
« 7 novembre 1659. Cet article du traité des Pyrénées
« fut confirmé à la paix d'Aix-la-Chapelle du 6 mai
« 1668. La guerre ayant recommencé en 1673 entre
« la France et l'Espagne, Louis XIV s'empara en
« 1677 de Saint-Omer et du reste de l'Artois. Par le
« traité de Nimègue du 17 septembre 1678 entre
« Louis XIV et Charles II, roi d'Espagne, tout l'Ar-
« tois est resté à la France, en propriété comme en
« souveraineté, et depuis ce temps cette province
« fait partie du royaume. Le traité de Madrid a rendu
« l'Artois sous tous les rapports étrangers à la
« France.

« Ce pays a été depuis 1525 jusqu'en 1640, sous la
« domination entière et absolue des rois d'Espagne.
« L'Artois n'est province de France que depuis 1640
« pour une partie et depuis 1677 pour l'autre. Elle
« n'avait aucun rang, elle n'existait pas pour le
« royaume de 1614, de même que la Flandre autri-
« chienne cédée à Charles V par le même traité de
« Madrid ne conserve aucun rang dans les Etats gé-
« néraux. L'Artois ne peut prendre rang que du
« temps de sa réunion. Les députés de ce pays ont
« été convoqués à la dernière Assemblée des Nota-
« bles : ils y étaient après les députés des autres pays
« d'Etat. Les Etats de Provence n'ayant point alors
« de députés à Paris, ils n'ont été dans le cas, ni de
« se placer à leur rang, ni d'en être déplacé. La dé-
« claration du roi du 22 février 1787 porte que son
« intention n'avait point été en cette convocation de
« tenir une Assemblée d'Etat, lit de justice ou autre
« de pareille nature, et que rien ne pourrait tirer à
« conséquence pour le rang ni préjudicier au droit
« de personne. Les députés des Etats d'Artois ne
« peuvent par ces motifs tirer du rang qu'ils ont eu à
« la dernière Assemblée aucune induction de posses-
« sion. Celui qui appartient aux députés des Etats de
« Provence leur est assigné par le règlement de 1614.
« Il ne peut être interverti sans une nouvelle loi. Les
« députés de Provence qui ont leur titre reconnu aux

« derniers Etats généraux ne doivent pas être dé-
« placés provisoirement par les députés des Etats
« d'Artois qui n'ont point de titre d'une semblable
« attribution, qui ont entre eux le titre d'une réunion
« récente de leur pays au royaume.

« Les députés des Etats de Provence, conformé-
« ment aux droits du pays et Comté de Provence et
« aux intentions que Sa Majesté leur a fait déclarer
« de ne vouloir en rien préjudicier aux droits res-
« pectifs sur le rang et préséances aux Etats géné-
« raux, supplient le roi de vouloir bien ordonner qu'il
« soit inséré dans le Procès-verbal de l'Assemblée
« que les députés des Etats de Provence ont, pour
« conserver le rang qui leur appartient aux Etats
« généraux après les députés des Etats du Dauphiné,
« protesté, comme ils protestent par le présent,
« contre tout ce qui serait fait à la présente Assem-
« blée de contraire à leur droits et prérogatives, dont
« ils entendent réserver la pleine et entière exécú-
« tion, tant contre les députés des Etats d'Artois que
« contre tous les autres » ¹.

Un autre cas de réclamation, toujours en fonction de l'esprit d'ordre ou de corps, nous est offert à propos de la présidence du troisième Bureau. En l'absence du duc d'Orléans et du duc de Clermont-Tonnerre, pair de France, le roi accorde la présidence de

(1) C. 6.

ce Bureau au maréchal duc de Broglie, suppléé à son tour par le conseiller d'Etat, rapporteur. Il y a lieu simultanément à :

1) réclamation par le maréchal duc de Broglie, lui-même, auquel la présidence n'est déférée qu'à défaut d'un pair de France.

2) réclamation de l'archevêque de Bordeaux qui s'est réservé à lui et à son ordre de revendiquer les honneurs et les prérogatives que l'ordre constitutionnel, les lois et ordonnances du royaume et les usages constamment suivis assurent au clergé dans toutes les Assemblées composées de membres réunis des différents ordres.

3) réclamation des gentilshommes membres du Bureau au sujet de la présidence éventuelle conférée au conseiller d'Etat rapporteur.

4) réclamation du premier président du Parlement de Grenoble au nom des autres magistrats du Bureau tant contre l'ordre de séance qui leur a été assigné que contre l'ordre de la présidence en l'absence du prince du sang.

CHAPITRE IV

FONCTIONNEMENT

Dans ce chapitre, nous étudierons d'abord la convocation des Assemblées des notables, ensuite leurs modes de délibération,

*
**

C'est le roi qui convoque nominément ceux qu'il juge à propos d'appeler à siéger. Voici le modèle des lettres de convocation :

« Monsieur. Ayant estimé que le bien de mes affaires et mon service exigent que les vues que je
« me propose pour le soulagement de mes peuples,
« l'ordre de mes finances et la réforme de plusieurs
« abus fussent communiqués à une Assemblée de
« personnes de diverses conditions et des plus qualifiées de mon Etat, j'ai pensé, attendu le rang que
« vous tenez et l'estime dont vous jouissez, ne pouvoir faire un meilleur choix que de votre personne.
« Et je suis assuré que dans cette occasion vous me

« donnerez de nouvelles preuves de votre fidélité et
« de votre attachement. J'indique l'ouverture de cette
« Assemblée au ving-cinq du mois de Janvier pro-
« chain 1787 à Versailles où vous vous rendrez à cet
« effet, afin d'assister à la dite ouverture et attendre
« ce qui sera proposé de ma part, et m'assurant que
« vous ne manquerez pas de vous y rendre confor-
« mément à ma volonté, je prie Dieu qu'il vous ait.
« Monsieur, en sa sainte et digne garde » ¹.

Ecrit à Versailles, le 29 décembre 1786

Signé : Louis, et plus bas :

Baron de Breteuil.

En 1788, le modèle suivant fut utilisé :

« Monsieur. Ayant résolu d'assembler des personnes
« de diverses conditions et des plus qualifiées de mon
« état, afin d'avoir leur avis sur la manière la plus
« juste et la plus convenable de procéder à la forma-
« tion des Etats généraux que je me suis déterminé à
« convoquer en 1789, j'ai pensé... » (la suite comme
la lettre précédente) ².

Le Procès-Verbal nous apprend que la première
liste des notables convoqués en 1787 a été dressée par
le roi lui-même. En 1788, une lettre adressée à Lau-
rent de Villedeuil, secrétaire d'Etat de la maison du

(1) C 1.

(2) C 6.

roi, par le chevalier d'Allonville, le prie « de vouloir bien proposer au roi le Comte d'Allonville », frère aîné du chevalier, pour remplacer le Comte de Brienne dans l'Assemblée des notables. Cette pièce relative à l'établissement des listes de convocation qui est l'unique retrouvée dans les sources, montre l'importance du secrétaire d'Etat de la maison du roi dans le choix des notables.

En 1788, le roi a pris un parti fort sage en décidant que ce serait les notables de l'Assemblée précédente qui se réuniraient de nouveau. « Cette détermination a levé toutes les difficultés sur le choix des individus, a fait taire toutes les prétentions et abrégé le travail ».

Les lettres de convocation sont envoyées par les secrétaires d'Etat dans les différentes provinces de leur département par courrier spécial ou par poste ordinaire.

*
**

Les deux Assemblées comprennent des séances générales où figurent tous les notables sous la présidence du roi ou de Monsieur et des séances des divers Bureaux.

A. — Six Assemblées générales ont lieu en 1787.

1) Le 22 février sous la présidence du roi.

2) Le 23 février sous la présidence de Monsieur.

- 3) Le 12 mars sous la présidence de Monsieur.
- 4) Le 29 mars sous la présidence de Monsieur.
- 5) Le 23 avril sous la présidence du roi.
- 6) Le 25 mai sous la présidence du roi.

En 1788, deux Assemblées générales ont lieu :

- 1) Le 6 novembre sous la présidence du roi.
- 2) Le 12 décembre sous la présidence du roi.

Dans ces Assemblées solennelles, après les discours soit du roi, soit de Monsieur, les trois commissaires du roi : le garde des sceaux, le contrôleur général des finances et le secrétaire d'Etat de la maison du roi communiquent aux notables des vues et projets de la part du roi.

Les séances de l'Assemblée générale ont lieu à l'Hôtel des Menus-Plaisirs, à Versailles, sauf celle de clôture de l'Assemblée de 1788 qui, à cause du grand froid, a lieu au château, dans la salle des gardes.

B. — Séances des Bureaux.

L'Assemblée de 1787 comporte sept Bureaux :

- Premier Bureau présidé par Monsieur.
- Deuxième Bureau présidé par le Comte d'Artois.
- Troisième Bureau présidé par le Duc d'Orléans.
- Quatrième Bureau présidé par le Prince de Condé.
- Cinquième Bureau présidé par le duc de Bourbon.

- Sixième Bureau présidé par le Prince de Conti.
- Septième Bureau présidé par le Duc de Penthièvre.

L'Assemblée de 1788 ne comporte que six Bureaux. Le duc de Penthièvre, étant malade, n'a pas pu faire fonction de président.

- Premier Bureau présidé par Monsieur.
- Deuxième Bureau présidé par le Comte d'Artois.
- Troisième Bureau présidé par le Duc d'Orléans.
- Quatrième Bureau présidé par le Prince de Condé et le Duc d'Enghien.

— Cinquième Bureau présidé par le Duc de Bourbon.

- Sixième Bureau présidé par le Prince de Conti.

Chaque Bureau comprend des notables appartenant aux ordres et corps différents. Nous donnons ici, à titre d'exemple, la composition du premier Bureau en 1787.

Liste du premier Bureau :

Monsieur, président.
L'archevêque de Narbonne.
L'évêque de Nevers.
Duc de la Rochefoucauld.
Maréchal de Contades.
Maréchal de Beauveau.

Duc de Châtelet.

Comte de Brienne.

Baron de Flachslanden.

De Fauvigny, conseiller d'Etat.

De Fourqueux, conseiller d'Etat.

Le premier président du Parlement de Paris.

Le président d'Ormesson.

Le président de Saron.

Le président de Lamoignon.

Le procureur général du Parlement de Paris.

Le député du clergé de Languedoc.

Le député de la noblesse de Bretagne.

Le préteur royal de Strasbourg.

Le prévôt des marchands de Lyon.

Le maire de Marseille.

Le maire de Rouen.

Le roi a l'attention de distinguer l'Assemblée des notables en autant de Bureaux qu'il y a de princes du sang pour les présider.

Au cas où le prince président ne peut pas tenir son Bureau, soit pour raison de santé, soit pour tout autre motif, le roi décide que la présidence appartiendra de droit aux pairs, et ensuite aux maréchaux de France et non aux prélats, car « l'Assemblée ne peut être en effet considérée que comme un Conseil du roi. Or les pairs de France étant les plus anciens conseillers de nos monarques, ils ont nécessairement dans le Con-

seil le rang au-dessus de tout le monde, même des ecclésiastiques non pairs. La présence des maréchaux de France dans le Conseil est également constante, mais après les pairs de France » ¹.

Chacun des Bureaux n'a pas l'attribution exclusive d'une matière, car sinon « il pourrait en résulter du « mécontentement de la part de ceux qui croiraient « n'avoir pas à traiter les points les plus importants; « et en outre c'est que, quelque notable n'ayant con-
« naissance que des matières assignées à son Bureau, « aucun ne serait instruit de l'ensemble et ne se trou-
« verait en état d'opiner sur les matières traitées dans « les autres Bureaux.

« On croit donc que le parti le plus sage, le plus « convenable et le plus propre à acquérir des lumières « et à contenter tout le monde, c'est de donner l'en-
« semble des matières à tous les Bureaux qui les trai-
« teront chacun dans leur intérieur... » ².

En fait, chaque Bureau forme son avis sur chaque question sans s'inquiéter de l'avis des autres, une tentative de coordination par un comité des commissaires, ayant échoué le 10 mars 1787.

*
**

Nous avons vu dans le chapitre II qu'en 1787, des

(1) C 9.

(2) *Idem.*

mémoires imprimés concernant les questions proposées à l'Assemblée ont été distribués aux notables par le contrôleur général des finances.

Dans chaque Bureau, au début d'une séance, le conseiller d'Etat faisant fonction de rapporteur, commence toujours par lire ces mémoires. Très souvent, certains membres du Bureau lisent à leur tour un mémoire contenant des réflexions personnelles, mémoire inséré dans les Procès-Verbaux. Ainsi, au deuxième Bureau, à la séance du 12 mai, de Castillon demande qu'avant de commencer l'examen de l'impôt du timbre et des autres, le Bureau lui permette de lire des observations sur les impôts et qu'il soit délibéré sur leur contenu; de Cœurderoi lit un mémoire sur les moyens qu'il envisage pour pourvoir au déficit, que le Comte d'Artois, président, l'a chargé de rédiger. Chaque membre fait ensuite les observations qu'il juge bon.

En 1788, aucun mémoire n'est distribué. Les Bureaux passent simplement en revue les cinquante-quatre questions arrêtées par le comité du 28 novembre (voir plus haut, p. 23).

En 1787, comme en 1788, le président du Bureau lui-même ou le rapporteur sont chargés souvent de se procurer des renseignements auprès du contrôleur général des finances. Les notables eux-mêmes exécutent parfois une telle mission; par exemple, le comte d'Ar-

tois charge le maréchal de Stainville et le duc de Guines de demander des éclaircissements aux départements de la guerre et de la marine. Souvent aussi, le contrôleur général des finances communique pièces et documents justificatifs à l'appui de ses propositions. Ainsi, en avril 1787, un Etat de recettes et de dépenses de 1786 et de 1787 est communiqué et soumis aux discussions des Bureaux.

Le prince président nomme des commissaires pour rédiger vœux, avis motivés de son Bureau au sujet de chaque problème.

En 1787, les arrêtés des Bureaux forment une partie des procès-verbaux réunis en cahier et correspondant à chaque mémoire du contrôleur général des finances.

En 1788, comme toutes les questions à examiner ont été résumées à cinquante-quatre, les Bureaux rédigent d'une façon différente de l'année précédente leur avis motivé; au-dessous de chaque question, ils mettent leur avis et indiquent si cet avis a été pris à l'unanimité du Bureau ou non, et dans ce dernier cas, le nombre des voix divergentes est mentionné; les motifs suivent immédiatement chaque avis donné. Le deuxième Bureau ajoute encore, au début des avis motivés, un préambule d'ordre général.

Les arrêtés sont signés par le prince président et le conseiller d'Etat rapporteur. (Déclaration du Comte d'Artois, le 13 mars 1787).

En ce qui concerne le secret des délibérations, Monsieur en fait valoir l'utilité dans les termes suivants : « ...Je crois qu'il est essentiel de n'appeler
« aucun secours étranger. Lorsque les délibérations
« d'une Assemblée se répandent au dehors, chacun
« en raisonne à sa manière, et ces raisonnements
« faits sans une connaissance approfondie de la ma-
« tière, ne peuvent que jeter du doute et des nuages
« dans l'esprit de ceux qui doivent s'en occuper
« essentiellement. Je pense donc qu'il est bon, quoi-
« que le roi ne nous l'ait pas expressément ordonné,
« de garder le secret sur ce qui se passera tant dans
« nos Assemblées générales que dans nos Assem-
« blées particulières, ou si nous ne pouvons éviter
« d'en faire part dans le monde, de nous abstenir
« au moins d'entrer dans aucun détail. C'est la
« conduite que je me propose de tenir et je ne puis,
« Messieurs, que vous exhorter à en agir de même ».
(Discours de Monsieur, le 23 février 1787) ¹.

Dans une seule occasion, au sein d'un Bureau, le deuxième, on applique la division du travail. Le 10 mai 1787, le comte d'Artois propose à son Bureau de former quatre comités et de nommer des commissaires pour rédiger l'avis du Bureau sur les moyens à proposer au roi pour empêcher le déficit de se produire.

(1) C. 1.

Entre les différents Bureaux, la nécessité d'une coordination se fait sentir à plusieurs reprises. Ainsi, deux commissaires par Bureau se réunissent le 29 avril 1787 pour prendre au contrôle général tous les éclaircissements nécessaires sur les Etats de recettes et de dépenses. Mais c'est surtout la tentative, d'ailleurs manquée, du 10 mars 1787 qu'il faut mentionner.

Le 9 mars, Monsieur fait part d'une note du roi :
«pour que toute l'Assemblée des notables puisse
« avoir connaissance de ce qui a été pensé et pro-
« posé par chaque Bureau sur les différents objets
« communiqués au nom du roi et pour que l'on
« puisse apercevoir s'il y a plusieurs avis tellement
« semblables qu'ils paraissent n'en faire qu'un, il est
« à proposer que dans chaque Bureau il soit fait
« un court résumé des propositions qu'on peut re-
« garder comme formant la conclusion de l'avis pris
« sur chaque objet, sans y comprendre aucun rai-
« sonnement ni motifs.

« Le rapporteur pourra rédiger ce résumé et le
« lire ensuite au Bureau, pour qu'il reconnaisse si
« c'est bien la substance de l'avis adopté par la
« pluralité.

« Après que les résumés auront été agréés par
« chaque Bureau, les princes présidents se rendront

« chez Monsieur, accompagnés de rédacteurs, pour
« en faire la lecture et le rapprochement.

« On verra s'il y en a qui se confondent, et dans
« ce cas, on fera un avis commun, ou deux ou trois,
« suivant le plus d'avis semblables et reconnus iden-
« tiques.

« Les princes présidents communiqueront ensuite
« à leurs Bureaux les résumés des avis pris dans
« les autres, et les avis communs auxquels ils auront
« paru pouvoir se réduire.

« Si les Bureaux en sont d'accord, ces avis ainsi
« résumés et réduits seront remis à Monsieur sans
« néanmoins que cela change rien aux résultats des
« Bureaux tels qu'ils se trouvent dans les Procès-
« Verbaux des séances, et sans autre objet que de
« réunir ceux qui se trouveraient être les mêmes » ¹.

Pour réaliser la recommandation du roi, une conférence se tient chez Monsieur le 10 mars.

Conformément aux ordres donnés par le roi, les princes présidents de chaque Bureau se sont rendus chez Monsieur, accompagnés des conseillers d'Etat rapporteurs des dits Bureaux, et des deux secrétaires-greffiers de l'Assemblée. Monsieur a exposé que cette conférence avait pour objet de faire lecture et rapprochement des avis adoptés par pluralité dans chaque Bureau et d'en faire un avis commun, ou

(1) C 1.

deux ou trois, suivant le plus d'avis semblables et reconnus identiques, lesquels seraient remis à Monsieur pour servir à régler définitivement les décisions du roi et seraient communiqués par les princes présidents à leur Bureau pour que toute l'Assemblée des Notables puisse avoir connaissance de ce qui a été pensé et proposé par chaque Bureau sur différents objets qui leur ont été communiqués au nom du roi.

En conséquence, Monsieur a demandé la lecture des avis des Bureaux pour constater les vœux qui s'accordent et ceux que l'on pourrait réunir. Les conseillers d'Etat ont fait chacun lecture des arrêtés de leur Bureau suivant l'ordre des objets proposés à leur examen.

Les discussions sur les moyens de faire des rapprochements montrent qu'il serait très difficile de parvenir à réunir des avis en un seul, et même à plusieurs, de manière à guider les décisions du roi.

Monsieur ayant pris avis des princes et des conseillers d'Etat, il en résulte l'arrêté qui suit :

« Il nous a paru qu'il était impossible de faire
« dans la conférence d'aujourd'hui le rapprochement
« des avis des Bureaux sans courir risque de les alté-
« rer en plusieurs points. Que si néanmoins le roi
« ordonne que le rapprochement se fasse, il faudrait
« faire remettre à chaque Bureau la copie des déli-
« bérations de chacun des autres Bureaux. Qu'en-

« suite le Bureau nomme un ou plusieurs commis-
« saires et que tous ces commissaires s'assemblaient
« pour faire ce rapprochement, mais que cette com-
« munication aurait l'inconvénient de prolonger et
« même de renouveler les discussions. Qu'en outre,
« ce travail ne serait d'aucune utilité. Parce qu'on
« ne peut pas juger par le vœu du plus grand
« nombre des Bureaux quel sera le vœu de l'Assem-
« blée générale, et qu'il ne serait même pas juste
« d'en juger ainsi, puisque l'avis de cinquante per-
« sonnes au plus pourrait sembler l'emporter sur
« celui de près de cent autres » ¹.

En conséquence, et se rendant aux raisons invo-
quées dans l'arrêté, le roi dispense de tenter une
coordination des avis des Bureaux.

(1) C. 1.

CHAPITRE V

CONCLUSION

Nous avons vu successivement dans les trois chapitres précédents comment les Assemblées des notables de 1787 et de 1788 ont été organisées. C'est le roi qui choisit et qui désigne nommément les notables directement par des lettres de convocation. Ces notables appartiennent à des corps divers, et les délibérations des Assemblées s'effectuent dans les différents Bureaux où se mêlent des notables appartenant à des corps distincts. Les notables ne sont compétents que sur des questions à eux soumises par le pouvoir royal, et enfin les avis donnés par eux n'émanent que d'eux-mêmes, les corps dont ils font partie y sont indifférents.

Ainsi, les dernières Assemblées des notables de la Monarchie gardent intactes les caractéristiques propres à de telles Assemblées. Elles apparaissent comme une institution résultant logiquement de la conception monarchiste du gouvernement : le gouvernement à

grand conseil. Ici, il s'agit du Conseil élargi, étant donné que les personnes consultées sont plus nombreuses qu'à l'ordinaire à cause de l'importance des questions à examiner et des décisions à prendre.

APPENDICE

Pièces Justificatives.

Extraits des Procès-verbaux des deux Assemblées.

Première séance du Bureau présidé par le Comte d'Artois (24 février 1787) (C 2).

Dans l'Assemblée générale du vingt-deux, le Roi ayant établi sept Bureaux présidés par Messeigneurs les Princes du sang, Monseigneur Comte d'Artois a indiqué le Bureau chez lui à aujourd'hui onze heures du matin.

En conséquence, Messieurs les Notables composant le Bureau de Monseigneur, se sont rendus aujourd'hui à l'heure indiquée chez ce Prince, les Evêques en soutanes et manteaux longs violets, les gentilshommes en habits ordinaires, le conseiller d'Etat et le maître des requêtes en habits et manteaux, les autres magistrats en robes et les députés des Etats et les maires en habit ordinaire.

Vers midi, M. le Contrôleur général est arrivé, ap-

portant à Monseigneur un exemplaire du premier mémoire concernant les Assemblées provinciales seulement.

Immédiatement après la sortie de M. le Contrôleur général du cabinet du Prince qui y était entré avec lui, on a appelé de la porte du cabinet tous les notables du Bureau, un à un, dans l'ordre de la liste. Ils sont entrés à mesure et ont pris leurs places des deux côtés d'une longue table dans l'ordre qui suit :

Côté droit.

M. l'Archevêque de Toulouse.

M. le Duc de Harcourt.

M. le Prince de Robecq.

M. le Duc de Guines.

M. Lambert, conseiller d'Etat.

M. De Nicolay, premier président de la chambre des comptes de Paris.

M. de Cœur de Roi, premier président du Parlement de Nancy.

M. l'Abbé de Fabry, député du clergé des Etats d'Artois.

M. Le Pelletier de Mortfontaine, prévôt des marchands de Paris.

M. Deydé, Maire de Montpellier.

M. de Roulhac, maire de Limoges.

Côté gauche :

M. l'Evêque, Duc de Langres.

M. le Maréchal de Stainville.

M. le Duc de Laval.

M. le Marquis de la Fayette.

M. De Villedeuil, maître des requêtes.

M. le Berthou, premier président du Parlement de Bordeaux.

M. De Castillon, procureur général du Parlement d'Aix.

M. le Comte de Chatellux, élu général de la noblesse des Etats de Bourgogne.

M. Cingran d'Alléray, lieutenant civil de Paris.

M. de Beauvoir, maire de Bourges.

Tous étant ainsi placés, Monseigneur a commencé par rappeler la déclaration faite par le Roi que tous les rangs et séances tenues dans ce Bureau comme dans l'Assemblée générale ne tireraient à aucune conséquence.

M. le Duc de Harcourt a néanmoins fait des réclamations sur la préséance que devaient avoir les Ducs et Pairs et sur la séance qu'avait avant lui et les autres personnes titrées de ce Bureau, M. l'Archevêque de Toulouse.

M. le Comte de Chatellux, élu général de la noblesse des Etats de Bourgogne, s'est levé pour ob-

server qu'étant Président de l'ordre de la noblesse de Bourgogne, il avait à réclamer sur la place qui lui était donnée dans ce Bureau.

M. le Lieutenant civil de Paris a cru devoir observer aussi qu'il devait être placé avant M. le Pré-vôt des marchands.

Monseigneur a dit que la déclaration du Roi répondait à toutes réclamations.

Monseigneur a ouvert ensuite la séance par le discours suivant :

« Messieurs,

« Vous allez examiner avec détail les importants
« projets sur lesquels le Roi veut bien vous con-
« sulter. Je connais votre zèle, votre patriotisme, et,
« je ne doute pas des marques distinguées que vous
« en donnerez dans une occasion aussi intéressante.
« Français comme vous, sujets comme vous, je ré-
« pondrai à la confiance que le Roi mon frère vous
« témoigne, par la plus parfaite franchise et la plus
« entière soumission aux ordres qu'il voudra bien
« vous donner, pour le bonheur de ses peuples et la
« gloire de son règne, mais Messieurs, ces sentiments
« sont trop profondément gravés dans vos cœurs
« pour qu'il me soit même permis de chercher à les
« exciter ».

Monseigneur dit ensuite :

« Qu'on allait faire la lecture du mémoire concer-
« nant les Assemblées provinciales, et que soit sur ce
« mémoire soit sur ceux qui suivraient, chacun des
« Messieurs proposerait toutes les réflexions, toutes
« les observations, toutes les vues ou les difficultés
« qui le frapperaient, qu'il ne serait point néces-
« saire comme dans les délibérations des cours, que
« les avis fussent réduits à deux, qu'ils pourraient
« subsister en quelques nombre qu'ils fussent et que
« quand les vœux seraient pris il engageait deux des
« Messieurs qu'il nommerait à se rendre avec lui chez
« Monsieur où se trouveraient de même deux députés
« de chacun des autres Bureaux avec les Princes qui
« les président pour y conférer et y rapprocher les
« une des autres toutes les observations qui auraient
« été faites avant de se rendre à l'Assemblée géné-
« rale ».

Il avait été réglé que dans chaque Bureau, ce serait le Conseiller d'Etat départi pour ce Bureau qui serait le rapporteur.

En conséquence, Monseigneur a fait passer l'exemplaire qu'il avait du mémoire sur les Assemblées provinciales à M. Lambert, lequel en a fait lecture d'un bout à l'autre, sans aucune réflexion, ni interruption.

Après cette séance, Monseigneur a dit :

« Qu'il présupposait que Messieurs désiraient avoir
« le temps de réfléchir sur ce mémoire avant d'y
« délibérer, qu'ils en auraient même chacun un
« exemplaire dont le Roi comptait qu'ils ne feraient
« usage que pour eux et n'en donneraient aucune
« communication, qu'ils pourraient avoir ce soir ou
« demain matin ces exemplaires, qu'ainsi on se ras-
« semblerait lundi matin pour opiner à leur sujet ».

« Que cependant si quelques-uns des Messieurs
« avaient dès à présent quelque réflexion à proposer,
« on pourrait les entendre et entrer dans quelque
« commencement de discussion ».

Ensuite, il a demandé à M. Lambert ce qu'il pourrait avoir à observer sur le mémoire qu'il venait de lire.

En conséquence, M. Lambert et ensuite M. L'Archevêque de Toulouse, M. de Castillon, M. le Lieutenant civil, M. le premier président de la Chambre des comptes ont fait des observations.

Messieurs ont prié Monseigneur de demander pour le Bureau, communication du discours tenu par M. le Contrôleur général à la première Assemblée, ce dont Monseigneur a bien voulu se charger.

Il a ensuite indiqué l'Assemblée à lundi dix heures du matin.

M. l'Evêque Duc de Langres en finissant la séance a demandé à Monseigneur la permission de proposer

que des discussions libres et sans ordres de places, sur les différentes questions qui seraient élevées, continuassent de précéder pendant quelque temps les opinions en règle, ce qui éclaircirait bien des obscurités, préviendrait ou lèverait des difficultés et fixerait les idées aux points de vue les plus simples.

Monseigneur et Messieurs ont unanimement agréé cette proposition.

Après qu'on a été levé M. le Lieutenant civil a fait, à Monseigneur en particulier, des représentations au sujet de la place qu'on lui avait donnée sur la liste, et en conséquence dans la séance, après M. le Prévôt des marchands qu'il croyait devoir précéder; et M. le Prévôt des marchands n'ayant point insisté sur cette réclamation, il a été convenu qu'aux séances suivantes, M. le Lieutenant civil précéderait M. le Prévôt des marchands.

Vu :
Pour le Doyen,
L'Assesseur,
G. GIDEL.

Vu :
Le Président de la thèse,
P. PETOT.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
G. ROUSSY.

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE I. — Sources	6
CHAPITRE II. — Attributions	8
CHAPITRE III. — Composition	33
CHAPITRE IV. — Fonctionnement	60
CHAPITRE V. — Conclusion	74
APPENDICE. — Pièces justificatives	76

